

Annexe A6:

A6a : Etat de conformité rubrique 4331 (E)

A6b : Etat de conformité rubrique 4411 (D)

A6c : Etat de conformité rubrique 4440 – 4441 (D)

A6d : Etat de conformité rubrique 4511 (D)

A6e : Etat de conformité rubrique 1510 MAJ 08-2022 (E)

Projet Entrepôt ECTRA CROLLES

Justification du respect des prescriptions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 - rubrique 1510 Enregistrement

Arrêté du 11 avril 2017 modifié par l'arrêté du 24 septembre 2020

Application aux installations existantes selon l'annexe V ci-dessous

ANNEXE V : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES SOUMISES A ENREGISTREMENT

Pour les installations existantes, leur conformité aux exigences de résistance ou de réaction au feu doit être regardée à partir des définitions données par les référentiels techniques en vigueur lors de leur autorisation ou enregistrement. Cette disposition s'applique aux parties existantes non modifiées.

Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables sous réserve du respect des points I à III ci-dessous :

III. - Pour les installations existantes dont la demande d'enregistrement a été présentée entre le 17 avril 2010 et le 1er juillet 2017, ou régulièrement mis en service entre le 17 avril 2010 et le 1er juillet 2017, l'ensemble des dispositions du présent arrêté sont applicables au 1er janvier 2018, à l'exception des prescriptions du tableau ci-dessous qui demeurent applicables sauf demande contraire de l'exploitant en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II :

Point concerné de l'annexe II	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS
2	<p>Les dispositions du point III (sauf le dernier alinéa) du point 2 de l'annexe II sont applicables au 1er janvier 2025.</p> <p>Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en oeuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré est inférieure à 10 m3 de matières ou produits combustibles et à 1 m3 de matières, produits ou déchets inflammables.</p>
3.2.	<p>Aux dispositions du point 3.2 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« Une voie "engins", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès à l'installation ou aux aires de mise en station des moyens aériens. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. »</p>
3.3.	<p>Aux dispositions du point 3.3 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette aire de mise en station des moyens aériens est directement accessible depuis la voie engin définie au 3.2.</p> <p>Depuis cette aire, un moyen aérien (par exemple une échelle ou un bras élévateur articulé) peut être mis en station pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendre chaque mur séparatif coupe-feu. L'aire respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;

	<ul style="list-style-type: none"> - aucun obstacle aérien ne gêne la manoeuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm². <p>Par ailleurs, pour tout bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures. Ces ouvertures qui demeurent accessibles de l'extérieur et de l'intérieur permettent au moins deux accès par niveau pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Elles sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine.
4.	<p>Aux dispositions du point 4 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois extérieures des bâtiments sont construites en matériaux A2 s1 d0 ; - l'ensemble de la structure est au moins R 15 ; - pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers (hors mezzanines) sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ; - les murs séparatifs entre deux cellules sont au moins REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade ; - les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ; - les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont au moins REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ; - les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. <p>Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous au moins REI 120 ; - sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. <p>De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plafond est au moins REI 120 ; - le plancher est également au moins REI 120 si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine ; - les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur, sont encloués par des parois REI 60 et construits en matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'air libre, sinon sur des circulations enclouées de même degré coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ; - le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la

	<p>détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manoeuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur au moins REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 ; - en ce qui concerne les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) : - soit ils sont de classe A2 s1 d0 ; - soit le système « support + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après : - l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 mm, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants, justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; - les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.
5.	<p>Aux phrases "Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés." se substitue la phrase "Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment."</p> <p>Le point 5.1 n'est pas applicable</p>
6.	Ce point n'est pas applicable.
7.	<p>Aux dispositions du point 7 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>« La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.</p> <p>La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p> <p>Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 85 % sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie. »</p>
27	Les dispositions du point 27 ne sont pas applicables.

*** : C : Conforme, NC : Non conforme, E : Ecart et/ou demande dérogation**

[illegible]

<p>ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>	<p>Un état des stock par rubrique ICPE (format synthétique) est opéré de façon quotidienne et accessible sur le serveur depuis l'extérieur</p>	<p>C</p>	
<p>1.5. Dispositions en cas d'incendie</p> <p>1.5. En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post accidentelle.</p> <p>Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant...</p>	<p>Ces dispositions pour assurer la sécurité des personnes sont prévues dans le cadre du POI qui sera mis en place .</p> <p>De même les disposition relative aux prélèvements dans l'air , les sols et éventuellement les points d'eau sont prévus dans le cadre du POI projeté</p>	<p>C</p>	

<p>1.6. Eau</p> <p><u>1.6.1. Plan des réseaux</u></p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p><u>1.6.2. Entretien et surveillance</u></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p><u>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</u></p> <p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>1.6.4. Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>	<p>Voir plan des réseaux en annexe du dossier (voir Annexe B1:dossier plans)</p> <p>Le tracé des réseaux et les ouvrages de traitement et d'isolement sont identifiés sur le plan.</p> <p>Les ouvrages et points de rejets sont localisés</p> <p>Voir plans intégrés au POI et au plan de défense incendie prévus dans le cadre du projet</p> <p>Conception des réseaux selon les normes et règles en vigueur. Tous les équipements nécessitant entretien ou contrôle sont accessibles facilement. Les réseaux seront curables.</p> <p>L'alimentation en eau potable sera équipée d'un disconnecteur même s'il n'est opéré aucun usage d'eau industrielle.</p> <p>Les équipements (déshuileur, vannes d'isolement...) seront contrôlées annuellement avec archivage du rapport d'intervention</p> <p>Pas de rejet d'effluents industriels</p> <p>Les eaux pluviales de toiture seront collectées de façon séparative des eaux de voiries et seront directement infiltrées au sein des noues d'infiltration. (voir plan des réseaux)</p> <p>Les eaux des voiries, parking et zones de manœuvre seront collectées par</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
---	--	---	--

<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> <p><u>1.6.5. Eaux domestiques</u></p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative.</p> <p>Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	<p>un réseau dédié équipé de séparateurs hydrocarbures dimensionnés selon le bassin collecté. Une fois traitées, les eaux seront dirigées vers les noues d'infiltration. Les séparateurs garantiront des concentrations inférieures à 10 mg/l en hydrocarbures .</p> <p>Chaque réseau EP sera équipé d'un regard et d'une vanne motorisée de confinement permettant d'isoler les noues et de diriger les eaux vers le bassin incendie de façon gravitaire.</p> <p>(voir plan des réseaux et note de dimensionnement des séparateurs en annexe B1).</p> <p>Sans objet, eaux pluviales infiltrées</p> <p>Les eaux usées sanitaires sont collectées de façon séparative et rejetées au réseau eaux usées communales raccordé à la station Aquapole.</p> <p>Voir plan des réseaux au dossier des plans</p>	C	
<p><u>1.7. Déchets</u></p> <p><u>1.7.1. Généralités</u></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. <p><u>1.7.2. Stockage des déchets</u></p>	<p>Les déchets produits en exploitation sont essentiellement des déchets d'emballage associés aux opérations de réception, préparation de commande et expédition (bois, cartons, plastiques...). Les éléments d'emballage sont réutilisés dans la mesure du possible.</p> <p>Les déchets d'emballage sont triés et collectés sélectivement.</p> <p>En l'absence de procédé de fabrication, il n'y a pas de production de déchets, seuls des produits endommagés en transports occasionnent parfois de très faibles quantités déchets dangereux.</p>	C	

<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> <p><u>1.7.3. Gestion des déchets</u></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	<p>Les déchets non dangereux seront stockés dans des bennes extérieures dédiées par type de déchet (zone déchèterie, voir plan masse). Pour les déchets sensibles aux intempéries, les bennes seront de type fermé.</p> <p>Pour les très faibles quantités de déchets dangereux, l'exploitant disposera de bacs dédiés stockés à l'intérieur des cellules de stockage en rétention et sous abri.</p> <p>Les déchets seront éliminés par un prestataire et des filières agréées. Un registre déchets sera établi afin d'assurer la traçabilité.</p> <p>Pour les déchets dangereux, les bordereaux de suivi déchets seront archivés</p>	<p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>1.8. Dispositions générales pour les installations soumises à déclaration</u></p>	<p>Non concernée régime de l'enregistrement</p>	<p>-</p>	
<p><u>2. Règles d'implantation</u></p> <p>I. - Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées:</p> <p>- des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m², cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.</p> <p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²),</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées à hauteur de cible pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études</p>	<p>Voir modélisations Flumilog : zones d'effet 8 kW/m² internes au site</p> <p>Voir ci après et sur plan masse concernant l'éloignement des limites de propriété</p> <p>Pas de construction ou d'immeuble concerné localement</p> <p>Pas de construction ou d'immeuble ni d'ouvrage concerné localement</p> <p>Les parois de l'entrepôt sont implantées à plus de 21,25 m des limites du site.</p> <p>L'entrepôt est d'une hauteur maximale 13,5 m est distant de plus de 20,25 m (1,5 fois la hauteur) des limites du site. (voir plan masse au dossier de plans)</p>	<p>C</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>C</p> <p>C</p>	

<p>spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.</p> <p>A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté</p>	<p>La modélisation Flumilog réalisée pour un entrepôt rempli à 100% (condition la plus défavorable) conduit à des zones d'effet léta 5 kW/m² d'au maximum 15 mètres (voir modélisation Flumilog jointe en note 1 en fin de document).</p> <p>Bennes de déchets éloignées de plus de 10 m des bâtiments (voir plan masse)</p> <p>Stationnement des véhicules éloignés de plus de 7 m par voiries internes</p> <p>Pas d'habitation sur site</p>	C	1
<p><u>3. Accessibilité</u></p> <p>En cas de demande d'adaptation ou d'aménagement aux dispositions du 3 de la présente annexe sollicitée en application des articles 3, 4 ou 5 du présent arrêté, le préfet demande au préalable l'avis du service d'incendie et des secours.</p> <p><u>3.1. Accessibilité au site</u></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner</p>	<p>Sans objet</p> <p>Présence d'un portail principal et d'un portail secours (voir plan masse) donnant sur la rue Berrehail dimensionnés pour des poids lourds (> 4 m).</p> <p>Présence humaine sur site 24h/24.</p>	C	

<p>de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site</p> <p><u>3.2. Voie « engins »</u></p> <p>Une voie "engins", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès à l'installation ou aux aires de mise en station des moyens aériens. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. »</p> <p><u>3.3. Aires de stationnement</u></p> <p>Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette aire de mise en station des moyens aériens est directement accessible depuis la voie engin définie au 3.2.</p> <p>Depuis cette aire, une un moyen aérien (par exemple une échelle ou un bras élévateur articulé) peut être mis en station pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendre chaque mur séparatif coupe-feu. L'aire respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ; 	<p>Le portail de secours sera équipé d'un dispositif d'ouverture par clé pompier permettant l'accès permanent aux secours</p> <p>L'accès principal est maintenu libre en permanence. Le portail de secours et son accès seront également maintenus libres avec un affichage « Accès pompier – stationnement interdit)</p> <p>Parkings identifiés pour le personnel et les visiteurs hors zones de circulation. Zones d'attente spécifiques pour les camions en attente hors zones de circulation (voir plan masse).</p> <p>Un document consignait l'ensemble des procédures et consignes en cas d'accident et d'incendie sera établi et accessible en permanence</p> <p>Le bâtiment est accessible sur 3 faces par les voies de circulation libres en permanence d'une largeur de plu de 6 mètres. La face Nord du bâtiment et la face Nord Ouest de la cellule P5 seront accessibles par une voie engins stabilisée de largeur 6 m (voir plan masse). Les voiries sont quasi planes.</p> <p>Les voiries seront distantes de moins de 10 m du bâtiment mais éloignées d'au moins 1 m pour ne pas être obstruée en cas d'effondrement du bati</p> <p>Largeur utile est de 6m minimum sans contrainte de hauteur et les voies sont quasi planes</p> <p>Les rayons de 13m minimum et les sur-largeur $S = 15/13 = 1,16$ m sont respectés surlargeur > 1,5 m) (voir plan masse) .</p> <p>La résistance des voiries sera respectée par conception.</p> <p>Les voiries périmétriques et voies échelles seront maintenues libres d'accès en permanence (voir plan masse)</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
--	---	-------------------------------------	--

<p>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p> <p>- aucun obstacle aérien ne gêne la manoeuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</p> <p>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</p> <p>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm².</p> <p>Par ailleurs, pour tout bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures. Ces ouvertures qui demeurent accessibles de l'extérieur et de l'intérieur permettent au moins deux accès par niveau pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Elles sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions suivantes :</p> <p>- au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;</p> <p>- la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;</p> <p>- la cellule ne comporte pas de mezzanine.</p>	<p>Toute les façades sont accessible depuis la voie périphérique avec des emplacements de mise en station des moyens aériens de secours</p> <p>une aire de mise en station des moyens aériens sera implantée en façade Est dans le prolongement du parking personnel à 7 m du bâtiment (voir plan joint</p> <p>Aire libre d'accès et interdite au stationnement (marquage au sol)</p> <p>Implantation à environ 7 m du bâtiment en limite de voirie périmétrique</p> <p>La résistance des voiries sera respectée par conception</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</u></p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>Accès direct aux issues par voie imperméabilisée ou stabilisée</p> <p>Une rampe d'accès pour véhicule équipe les quais de pente < 10%</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	

<p><u>3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</u></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; <p>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie lorsqu'il existe en application du point 23 de cette annexe.</p>	<p>Les plans et consignes de sécurité et consignes générales en cas d'incendie seront à disposition des services d'incendie et de secours</p>	C	
<p><u>4. Dispositions constructives</u></p> <p><i>Aux dispositions du point 4 de l'annexe II se substituent les dispositions suivantes :</i></p> <p>« L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois extérieures des bâtiments sont construites en matériaux A2 s1 d0 ; - l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; - pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers (hors mezzanines) sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ; <p>- les murs séparatifs entre deux cellules sont au moins REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade ;</p> <p>- les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ;</p> <p>- les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont au moins REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ;</p>	<p>L'exploitant a réalisé les études techniques structurelles démontrant la stabilité du bâtiment. Ces études ont été contrôlées et validées par le bureau de contrôle Socotec qui a délivré le certificat PC12 joint en note 2.</p> <p>Structure en poteaux et charpente béton de caractéristiques R120, sprinklage de l'entrepôt.</p> <p>Parois extérieures : bardage métallique double paroi avec isolation minérale incombustible conforme A2s1d0 et murs séparatifs avec la cellule P1 et le local de charge en maçonnerie béton.</p> <p>Les éléments de couvertures seront réalisés en matériaux A2s1d0</p> <p>Mur séparatif avec la cellule produits chimiques P1 en béton REI 180 avec dépassement de 0,5 m en saillie sur les façades Nord et sud et de plus de 1 m en toiture. (voir plan de coupe des bâtiments). Au niveau des cellules produits chimique les parois perpendiculaires au mur séparatif sont REI 120 puisque l'ensemble des murs est REI 120</p> <p>La couverture de part et d'autre du mur de séparation avec la cellule P1 est recouverte d'une bande de protection de 5 m de large de caractéristique A2s1d0 (incombustible).</p> <p>Le mur séparatif avec le local de charge est de type REI120 jusqu'en toiture (mur béton). Portes de communication EI 120. (voir plan masse)</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>2</p>

<p>- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage.</p> <p>Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous au moins REI 120 ; - sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. <p>De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plafond est au moins REI 120 ; - le plancher est également au moins REI 120 si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine ; - les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur, sont encloisonnés par des parois REI 60 et construits en matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'air libre, sinon sur des circulations encloisonnées de même degré coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ; - le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur au moins REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2 ; - les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 ; - en ce qui concerne les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) : - soit ils sont de classe A2 s1 d0 ; - soit le système « support + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après : - l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 mm, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants, justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; - les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. 	<p>Le bâtiment des bureaux sera isolé de la cellule A par un mur en maçonnerie coupe feu REI 120 jusqu'en sous face de toiture, les portes de communication sont également REI 120. (voir plan masse)</p> <p>Les cellules de stockage de produits chimiques ne sont pas contigües au bâtiment de bureaux</p> <p>Non concerné</p> <p>Dalles béton</p> <p>Portail de communication vers cellules produits chimique équipé d'une porte CF EI120</p> <p>Eléments de toiture en matériaux incombustibles conformes</p> <p>Isolant laine de roche incombustible conforme</p> <p>Isolant laine de roche incombustible conforme</p> <p>La couverture de toiture respecte la classe BROOF (t3). Matériaux des skydome conforme classe d0</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>5. Désenfumage</u></p> <p>-</p>		<p>C</p>	

<p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.</p> <p>La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> <p>5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie Le point 5.1 n'est pas applicable</p>	<p>Cellule divisée en 3 cantons de 50 m de longueur (1460m²) + 1 canton sur la zone préparation (466+ m²). (le positionnement des cantons incendie est opéré sur le plan masse).</p> <p>Le cantonnement est assuré par des écrans fixes de type DH30 conformes à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006.</p> <p>La hauteur des écrans est de 1,5 m sous toiture au point le plus bas conformément à l'IT 246</p> <p>Il y aura 47 DENFC représentant une superficie totale de 93,5 m² soit 2,01 % de la superficie totale de l'entrepôt. La superficie utile totale est donc conforme et supérieure à 2% .</p> <p>Il n'y aura pas d'asservissement entre la détection incendie et le déclenchement d'ouverture des trappes de désenfumage.</p> <p>L'ouverture par fusible thermique sera opérée uniquement à partir de 140°C assurant une ouverture postérieure au déclenchement de l'extinction automatique (voir documentation jointe en partie IX du dossier « Documentations techniques »)</p> <p>Les DENFC sont implantés conformément aux spécifications applicables (voir positionnement des DENFC sur plan masse). Leur surface utile sera de l'ordre de 1,99 m² unitaire couvrant des zones de 99 m² de surface projetée de toiture . Une distance de 7 m est respectée avec la cellule P1. Des commandes manuelles implantées à proximité des portes et issues de secours. (voir plan désenfumage au dossier de plans)</p> <p>Les amenées d'air frais seront opérées par les portes de quais dont l'ouverture sera asservie au déclenchement des DENFC.</p> <p>Le plus grand canton a une surface de 1500 m², la superficie totale des DENFC du canton sera de 30 m².</p> <p>La surface utile des 4 portes de quais ouverte sera de l'ordre de 33 m² pour la cellule principale.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p>6. Compartimentage Evolutions non applicables (situation initiale reprise)</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p>	<p>Cellule A d'une superficie de 4 613 m² y compris la zone de préparation et de livraison expédition. L'ensemble est sous protection par un système</p>	<p>C</p>	

<p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. 	<p>d'extinction automatique de type sprinklage eau déluge. Voir descriptif des installations en partie B du dossier points II et IX. Les cellules P1 à P8 sont de dimensions variant de 30 m² à 623 m² L'implantation des racks de stockage figure sur le plan masse . La vue en coupe des racks est présentée en partie A du dossier.</p> <p>Les cellules sont séparées entre elles par des murs coupe REI120.</p> <p>Les portes associées à des parois REI 120 sont toutes de type EI2 120 leur fermeture étant asservi à la détection incendie.</p> <p>La paroi séparative entre la cellule A et la cellule P1 dépassera de 0,5 m en saillie de la façade.</p> <p>La couverture de part et d'autre des parois de séparation entre les cellules seront recouvertes d'une bande de protection de 5 m de large de caractéristique A2s1d1 (incombustible).</p> <p>Les parois séparative REI 120 dépassent de 1 m en toiture (voir plans en coupe)</p>	<div>C</div> <div>C</div> <div>C</div> <div>C</div> <div>C</div> <div>C</div>
<p>7. Dimensions des cellules</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.</p> <p>La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p> <p>Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 85 % sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle</p>	<p>Cellule A d'une superficie de 4 613 m² y compris la zone de préparation et de livraison expédition.</p> <p>Les cellules P1 à P8 sont de dimensions variant de 30 m² à 623 m² Hauteur des cellules < 13 m Les mezzanines en cellule 1510 occupent moins de 20% e la surface Voir plans et coupe en annexe et en partie A</p> <p>Non concerné</p>	<div>C</div> <div>C</div> <div>C</div>

ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie.			
<p><u>8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</u></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>	<p>Les cellules P1 à P8 sont dédiées aux stockage des produits chimiques et respectent les prescriptions applicables aux rubriques déclaratives concernées (voir états de conformité en annexe B</p> <p>Cellules coupe feu à minima REI 120 avec détection incendie et extinction automatique par mousse haut foisonnement</p> <p>Voir descriptif en annexe B2.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>9. Conditions de stockage</u></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742,</p>	<p>Distance d'au moins 80 cm pour le fonctionnement du sprinklage et pour implantation éclairage (voir plan en coupe des cellules)</p> <p>Stockage des matières en racks</p> <p>Extinction automatique dans toutes les cellules</p> <p>Hauteur stockage de 9,5 m en cellule A et maximum 8,4 en cellule P1 à P5</p> <p>Les liquides inflammables et produits dangereux pour l'environnement identifiés aux travers des rubriques ci contre ne seront pas stockés au-delà de 7,6 m.</p> <p>Non concerné</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	

<p>4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>	<p>Stockages des produits inflammables uniquement en cellules V et W adaptés aux risques</p>	<p>C</p>	
<p><u>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</u></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire</p>	<p>Tous les sols de cellules sont constitués de dalles béton. Les sols des cellules P1 à P8 destinés aux produits chimiques sont résinés afin d'être étanche et résistant aux produits. Les cellules P1 à P5 sont en auto rétention.</p> <p>Les matières stockées en cellule A sont non dangereuses et sous forme solide en général. Dans le cadre de l'exploitation du site, tout produit liquide susceptible de créer une pollution des sols sera stocké au sein des cellules produits chimiques spécifiques pour cet usage.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	

<p>inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>	<p>Chaque cellule P1 à P8 dispose d'une rétention assurant le confinement de 50% du volume total et de 100% du plus grand contenant. (voir à ce sujet descriptif au paragraphe 2 du dossier partie B)</p> <p>Une analyse de tout produit entrant sur site est opérée par le service HSE afin de le diriger vers une zone de stockage adaptée en fonction des compatibilités chimiques</p>	C	
<p><u>11. Eaux d'extinction incendie</u></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le</p>	<p>Tous les stockages, les préparations et les transferts sont opérées sur dalles béton étanches.</p> <p>En cas de sinistre, toutes les eaux d'extinction seront dirigées vers les bassins de rétention des eaux incendie dimensionnés selon la méthodologie de l'instruction D9A (voir note 4) : capacité totale des bassins de 1200 m³ pour un besoin de 1137 m³.</p> <p>L'écoulement vers le bassin de rétention des eaux incendie s'opérera de façon gravitaire par l'intermédiaire des réseaux d'eaux pluviales après isolement des réseaux considérés par des vannes motorisées asservie à l'extinction automatique ou suite à déclenchement manuel.</p> <p>Les bassins seront interconnectés par l'intermédiaire des réseaux EP mis en charge ce qui permettra de garantir le volume de rétention défini (Voir plan des réseaux et des bassins incendie)</p>	C C C C	4

<p>Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020)</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>			
<p><u>12. Détection automatique d'incendie</u></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>	<p>Tous les locaux seront couverts par une détection incendie automatique déclenchant une alarme sonore audible sur tout le site et la fermeture de toutes portes coupe feu.</p> <p>Un report d'alarme sera également transmis à la société de télésurveillance.</p> <p>Il est rappelé qu'une présence de personnel est prévue 24h/24.</p> <p>Détecteur s incendie adaptés aux risques spécifiques des cellules notamment pour les cellules P1 à P8 :</p> <p>Voir descriptif du système de détection en annexe B du dossier</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>13. Moyens de lutte contre l'incendie</u></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p>	<p>Le site sera équipé d'un réseau périphérique de 4 poteaux incendie assurant que tout point du bâtiment et qu'un accès à chaque cellule est distant de moins de 100 m d'un poteau et que les poteaux sont espacés de 150 m au maximum (voir plan masse et réseaux du site).</p>	<p>C</p>	

<p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous</p>	<p>Le réseau alimentant le secteur d'implantation est alimenté par un conduit de 200 mm de diamètre assurant un débit de 90m³/h sous 1 bars de pression minimum (pression statique entre 5,6 et 5,8 bars). La réserve d'eau alimentant le réseau est de 3000 m³ (source : Eaux de Grenoble)</p> <p>Le réseau d'alimentation en eau garantit donc une capacité de 90 m³/h pendant 2 h. Afin d'atteindre le besoins en eau de 210 m³/h, deux bâches complémentaires de 120 m³ (total 240 m³) seront implantées sur site et chacune étant associée à un point d'aspiration (PI bleu).</p> <p>Voir attestation en note 3</p> <p>Chaque cellule de stockage disposera d'un accès (porte ou issue de secours) distant de moins de 100 m d'un PI (voir plan)</p> <p>.</p> <p>Le site sera équipé d'extincteurs adaptés aux risques des matières stockées sur chaque secteur et d'une implantation conformément aux règles du code du travail. Un plan de répartition sera établi avant la mise en service des installations.</p> <p>Les cellules seront équipées en RIA alimenté par le réseau incendie conformément aux règles d'implantation (voir plan incendie)</p> <p>Voir attestation pour les PI public s locaux et dimensionnement des réserves d'eau</p> <p>Le débit nécessaire pour le site a été calculé selon la méthodologie de l'instruction D9 (voir fiche détaillée en note 4), le besoin est de 210 m³/h en tenant compte du sprinklage de l'ensemble des installations</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p>4</p>
--	--	---	--

<p>réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manoeuvre des moyens de secours</p>	<p>Voir justificatif des débits du réseau public en note 3</p> <p>Dispositif d'extinction conçu selon référentiel APSAD (voir descriptif annexe B9)</p> <p>L'installation dispose de moyens téléphoniques fixes et GSM</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>3</p>
<p>14. Evacuation du personnel</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m2. En</p>	<p>Les accès (portes et issues de secours) sont répartis sur la périphérie du bâtiment de telle sorte que tout point soit à une distance inférieure à 50 m d'une issue (25 m dans le cas des culs de sac)</p> <p>(voir plan masse avec visualisation des issues et issues de secours)</p> <p>Respect du nombre minimal d'issue de secours</p>	<p>C</p>	

<p>présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>			
<p><u>15. Installations électriques et équipements métalliques</u></p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielle, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>	<p>Les installations électriques seront réalisées selon les normes en vigueur . Un contrôle de conformité sera réalisé à la mis en service.</p> <p>Chaque cellule disposera d'un élément de coupure électrique à proximité de l'entrée principale</p> <p>Tous les racks seront reliés à la terre et interconnectés</p> <p>Eclairage électrique normalisé dans les cellules (Par ailleurs l'éclairage sera conforme à la réglementation ATEX pour zones 2 dans les cellules P1 à P8). Les ampoules d'éclairage seront au sein de globe.</p> <p>Les gaines électrique seront conformes aux normes en vigueur et seront installées sur des chemins de câbles spécifiques disposés en dehors des zones de circulation évitant ainsi les risques de collision.</p> <p>Le transformateur / poste d'alimentation sera extérieur au bâtiment à proximité de l'entrée du site. Le TGBT sera implanté dans un local en maçonnerie béton REI 120 associé à des portes EC120C.</p> <p>Une analyse de risque foudre et une étude technique ont été réalisées. Les préconisations de protection seront mises en oeuvre (voir ARF et ET en annexe partie B)</p> <p>Non concerné</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>16. Eclairage</u></p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>	<p>Eclairage électrique normalisé dans les cellules (Par ailleurs l'éclairage sera conforme à la réglementation ATEX pour zones 2 dans les cellules P1 à P8). Les ampoules d'éclairage seront au sein de globe disposés dans des zones protégées des manipulations de matières et à distance des matières stockées</p>	<p>C</p>	

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.	Non concerné		
<p><u>17. Ventilation et recharge de batteries</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux. Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>	<p>Ventilation dimensionnée afin d'éviter tout risque Atex</p> <p>Débouchés en toiture. Pas d'habitat dans l'environnement du site</p> <p>Pas de passage de ventilation dans les parois</p> <p>Local de charge dédié respectant les prescriptions de la rubrique 2925 Isolement du local par parois REI 120 et portes EI2 120</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>18. Chauffage</u></p> <p>18.1. Chaufferie S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>18.2. Autres moyens de chauffage</p>	<p>Chaufferie implantée dans local indépendant en maçonnerie coupe feu REI 120 (voir plan masse) et équipé d'une porte EI2 120. Chaudière gaz alimentant un circuit d'eau chaude pour le chauffage de la cellule A en hiver</p> <p>Vanne de coupure gaz et alarme sonore implantés en façade extérieure du bâtiment.</p> <p>Chauffage par aérotherme eau chaude</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	

<p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ; - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; - la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ; - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ; - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ; - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ; - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets restituant le degré REI de la paroi traversée sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent,</p>			
---	--	--	--

<p>présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>			
<p><u>19. Nettoyage des locaux</u></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	<p>Des consignes d'exploitation et de nettoyage périodique seront établies.</p> <p>Intervention d'un prestataire de nettoyage en contrat avec l'exploitant.</p>	C	
<p><u>20. Travaux de réparation et d'aménagement</u></p> <p>- Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa point 3.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Dans le cadre du fonctionnement de l'entreprise toute intervention par une entreprise ou personnes extérieure doit faire l'objet au préalable de la signature :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un permis de prévention (« permis d'intervention ») - d'un permis de feu si l'intervention l'exige. - <p>Ce permis est délivré par le service HSE de l'exploitant suite à l'analyse des risques et après présentation des consignes générales de sécurité. Toute intervention fait l'objet d'un contrôle et d'une réception des travaux par l'exploitant en vue de la reprise d'activité</p> <p>Voir consignes générales de sécurité du site (cf note 5 en fin de document)</p> <p>Toute intervention fait l'objet d'un contrôle et d'une réception des travaux par l'exploitant en vue de la reprise d'activité</p>	C	5

<p><u>21. Consignes</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. 	<p>Voir consignes générales de sécurité du site (cf note 5 en fin de document)</p>	<p>C</p>	<p>5</p>
<p><u>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</u></p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>	<p>La maintenance des installations sera réalisée selon la périodicité réglementaire de chaque équipement. Les rapport d'intervention seront archivés au sein d'un registre selon la procédure de management ISO 14001 de l'entreprise.</p> <p>En cas d'indisponibilité temporaire de l'extinction automatique, une procédure spécifique sera établie incluant une limitation des activités aux opérations sans risque et une surveillance spécifique sera opérée par des membres du personnel formés aux risques incendie</p>	<p>C</p> <p>C</p>	

<p>Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au point 23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</p>			
<p><u>23. Plan de défense incendie</u></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; 	<p>Application au 31 décembre 2023</p>	<p>-</p>	

<p>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe;</p> <p>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</p> <p>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</p> <p>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</p> <p>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</p> <p>- les mesures particulières prévues au point 22.</p> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p>			
---	--	--	--

- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

24. Bruits

24.1. Valeurs limites de bruit

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;
- zones à émergence réglementée :
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Absence de zone à émergence dans l'environnement du site (premiers habitats distants de plus de 200 m) .Le site est en zone industrielle.

Les activités de stockage ne sont pas bruyantes seules les dispositifs de conditionnement d'air sont susceptibles de générer du bruit.
La source principale de bruit identifiée sera associée au trafic des véhicules sur le site.
En l'absence de zone à émergence réglementée proche du site et du fait de la proximité des axes routiers, il n'y aura pas de nuisances sonores à prendre en compte pour le voisinage

C

<p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p><u>24.2. Véhicules. - Engins de chantier</u></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p><u>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</u></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p>	<p>Les véhicules utilisés seront conformes à la réglementation en matière d'émissions sonores. A noter qu'Ectra utilise des véhicules électriques beaucoup moins sonores que les véhicules à moteur thermique</p> <p>Une campagne de contrôle des émissions sonores sera opérée suite à la mise en service des installations</p>	<p>C</p>	
<p><u>25. Surveillance</u></p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p>	<p>Présence humaine 24h24 en exploitation assurant la surveillance des zones de stockage exploitées. Autres secteurs fermés et sous vidéo surveillance avec report alarme.</p> <p>Vidéo surveillance extérieurement toujours actives en période nuit et jours fériés</p> <p>En période de fermeture du site, les locaux sont fermés et équipés d'un dispositif de détection d'intrusion avec report d'alarme vers une société de télésurveillance qui dispose des consignes d'intervention.</p> <p>L'accès aux entrepôt n'est pas possible pour les personnes étrangères à l'établissement ; Acc7s par badge personnel uniquement</p>	<p>C</p> <p>C</p>	
<p><u>26. Remise en état après exploitation</u></p> <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger</p>		<p>C</p>	

<p>et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.	Voir procédure de mise en sécurité et de remise en état du site en cas de cessation d'activité au point X de la partie B du dossier		
<p>27. Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques</p> <p>Article non applicable aux installations existantes</p>	Non concerné	-	

Note 1 : Rapport de modélisation Flumilog concernant la cellule A et représentation graphique

FLUMilog

Interface graphique v. 4.1.0.3

Outil de calcul V4.07.2

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	dd
Société :	
Nom du Projet :	ECTRA120V8-4projetfinal
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	24/02/2017 à 18:26:09 avec Interface graphique v. 4.1.0.3
Date de création du fichier de résultats :	24/2/17

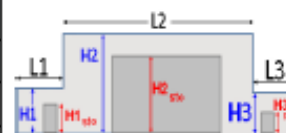
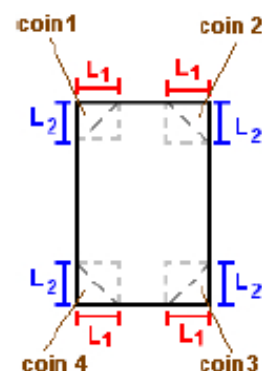
ECTRA120V8-4projetfinal

FLUMilog

I. DONNEES D'ENTREE :**Donnée Cible**Hauteur de la cible : **1,8 m****Données murs entre cellules**REI C1/C2 : **5 min****Géométrie Cellule 1**

Nom de la Cellule : Cellule n°1			
Longueur maximum de la cellule (m)		88,5	
Largeur maximum de la cellule (m)		50,0	
Hauteur maximum de la cellule (m)		12,4	
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0

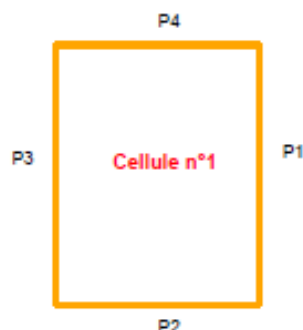
**Toiture**

Résistance au feu des poutres (min)	120
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	Panneaux sandwich - laine de roche
Nombre d'exutoires	15
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

ECTRA120V8-4projetfinal

FLUMilog

Parois de la cellule : Cellule n°1

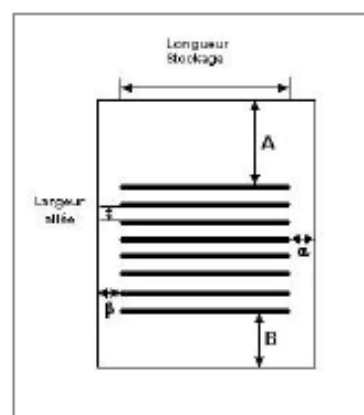


	Paroi 1	Paroi 2	Paroi 3	Paroi 4
Composantes de la Paroi	Multicomposante	Monocomposante	Monocomposante	Multicomposante
Structure Support	Poteau beton	Poteau beton	Poteau beton	Poteau beton
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	3,0	0,0	3,0	0,0
Hauteur des portes (m)	2,8	4,0	2,8	4,0
	Partie en haut à gauche	Un seul type de paroi	Un seul type de paroi	Partie en haut à gauche
Matériau	Beton Arme/Cellulaire	Panneaux sandwich-laine de roche	Panneaux sandwich-laine de roche	Panneaux sandwich-laine de roche
R(i) : Résistance Structure(min)	120	120	120	120
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	120	60	60	60
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	120	15	15	15
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	120	20	20	20
Largeur (m)	46,0			34,0
Hauteur (m)	6,0			6,0
	Partie en haut à droite			Partie en haut à droite
Matériau	Panneaux sandwich-laine de roche			Beton Arme/Cellulaire
R(i) : Résistance Structure(min)	120			120
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	60			120
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	15			120
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	20			120
Largeur (m)	42,5			16,0
Hauteur (m)	6,0			6,0
	Partie en bas à gauche			Partie en bas à gauche
Matériau	Beton Arme/Cellulaire			Panneaux sandwich-laine de roche
R(i) : Résistance Structure(min)	120			120
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	120			60
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	120			15
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	120			20
Largeur (m)	46,0			34,0
Hauteur (m)	6,4			6,4
	Partie en bas à droite			Partie en bas à droite
Matériau	Panneaux sandwich-laine de roche			Beton Arme/Cellulaire
R(i) : Résistance Structure(min)	15			15
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	60			120
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	15			120
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	20			120
Largeur (m)	42,5			16,0
Hauteur (m)	6,4			6,4

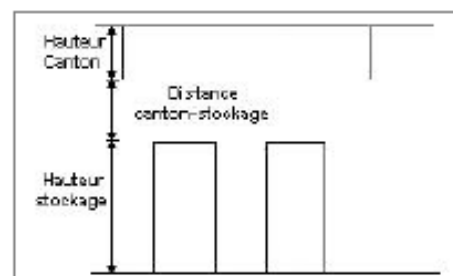
Stockage de la cellule : Cellule n°1

Nombre de niveaux **5**Mode de stockage **Rack**

Dimensions

Longueur de stockage **44,0 m**Déport latéral A **0,5 m**Déport latéral B **0,5 m**Longueur de préparation α **5,2 m**Longueur de préparation β **0,8 m**Hauteur maximum de stockage **9,5 m**Hauteur du canton **1,0 m**Ecart entre le haut du stockage et le canton **1,9 m**

Stockage en rack

Sens du stockage **dans le sens de la paroi 2**Nombre de double racks **14**Largeur d'un double rack **2,6 m**Nombre de racks simples **2**Largeur d'un rack simple **1,3 m**Largeur des allées entre les racks **3,2 m**

Palette type de la cellule : Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **1,2 m**Largeur de la palette : **0,8 m**Hauteur de la palette : **1,0 m**Volume de la palette : **1,0 m³**Nom de la palette : **extra crolles**Poids total de la palette : **300,0 kg**

Composition de la Palette (Masse en kg)

Bois	PE	Carton	PVC	Palette Bois	Coton	Acier
13,0	75,0	15,0	25,0	12,0	10,0	150,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **45,0 min**Puissance dégagée par la palette : **750,0 kW**

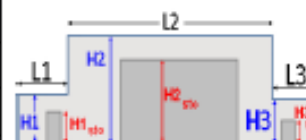
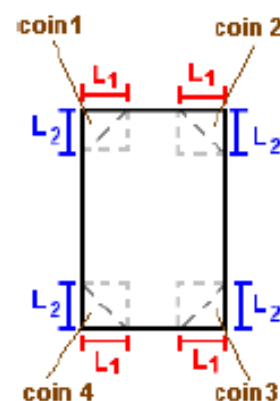
ECTRA120V8-4projetfinal

FLUMilog

Géométrie Cellule 2

Nom de la Cellule : Cellule n°2			
Longueur maximum de la cellule (m)		25,5	
Largeur maximum de la cellule (m)		18,3	
Hauteur maximum de la cellule (m)		8,0	
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	2
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

FLUMilog

[illegible]

ECTRA120V8-4projetfinal

FLUMilog

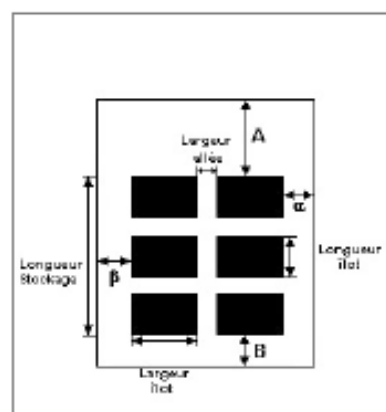
Stockage de la cellule : Cellule n°2

Mode de stockage

Masse

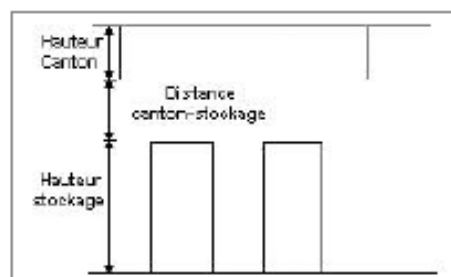
Dimensions

Longueur de préparation A	10,0 m
Longueur de préparation B	8,5 m
Déport latéral α	8,0 m
Déport latéral β	7,9 m
Hauteur du canton	1,5 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	2
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	2,4 m
Longueur des îlots	2,0 m
Hauteur des îlots	1,5 m
Largeur des allées entre îlots	3,0 m



Palette type de la cellule : Cellule n°2

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	1,2 m
Largeur de la palette :	0,8 m
Hauteur de la palette :	1,5 m
Volume de la palette :	1,4 m ³
Nom de la palette :	

Poids total de la palette : 300,0 kg

Composition de la Palette (Masse en kg)

Bois	PE	Carton	PVC	Palette Bois	Coton	Acier
13,0	75,0	15,0	25,0	12,0	10,0	150,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

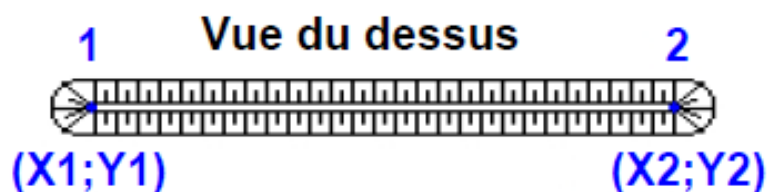
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0 min
Puissance dégagée par la palette :	750,0 kW

ECTRA120V8-4projetfinal

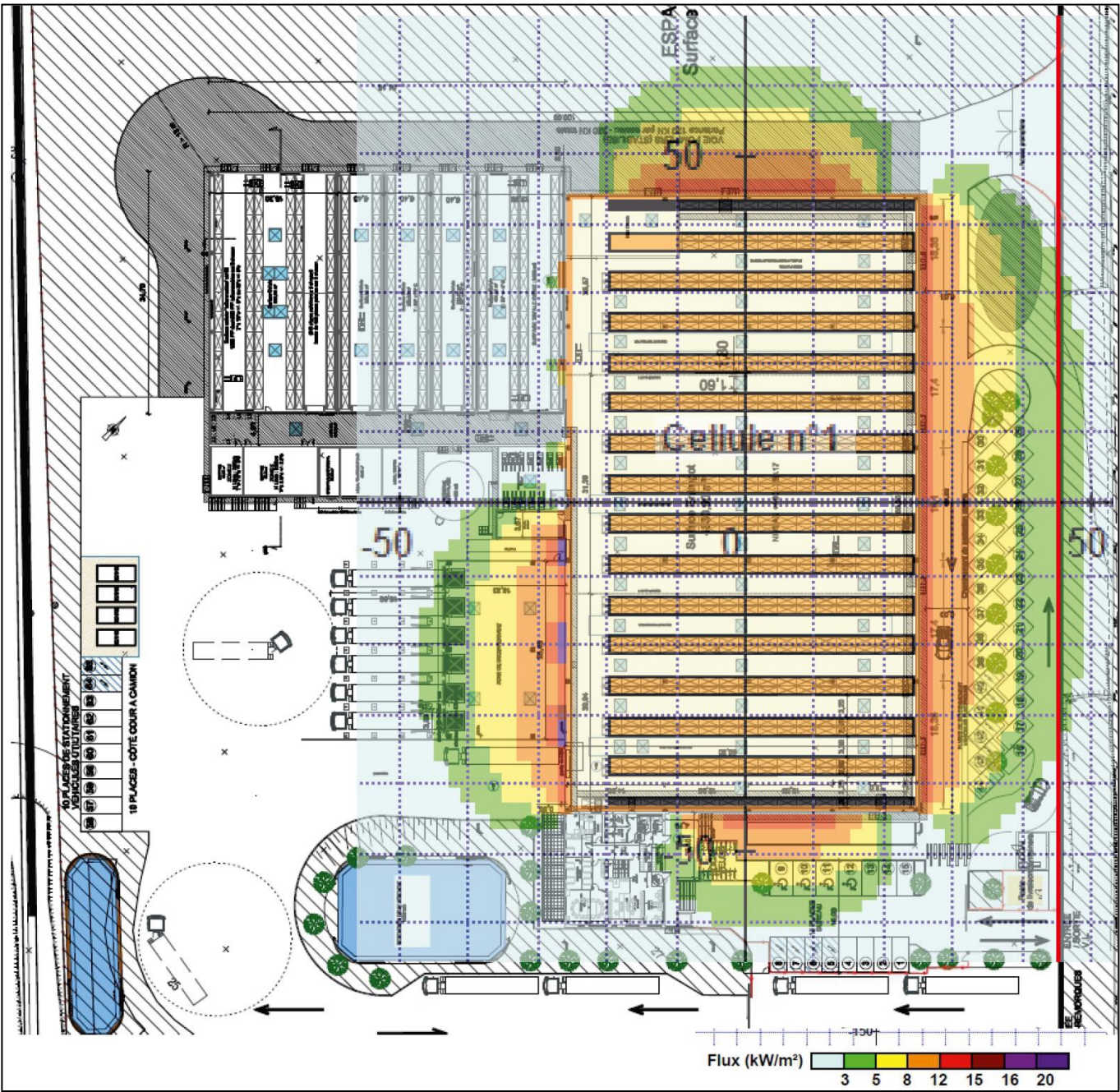
FLUMilog

Merlons



Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Visualisation des zones d'effet en cas d'incendie cellule A



Note 2 : Attestation de stabilité structurelle du bâtiment – Certificat PC12

Dans le cadre des études techniques sur les structures pour la construction du bâtiment, les bureaux d'études ont établis les dispositions constructives visant à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu

Ces études ont été contrôlées et validées par le bureau de contrôle Socotec qui a délivré le certificat PC12 ci-dessous :



SOCOTEC
Agence de GRENOBLE
ZA du Rondeau
1 rue Docteur Pascal
BP 289
38434 ECHIROLLES CEDEX
☎ 04 76.22.34.45
☎ 04 76.09.09.50

ECHIROLLES, le 3 avril 2017

ECTRA S.A.S.
67 Route du Rivet
38330 SAINT ISMIERS

« PROJET ECTRA - CROLLES »

PC 12

Affaire : Création d'un ensemble de bâtiments d'activités
Parc d'activités ALPESPACE
Voie COPERNIC – 73800 SAINTE HELENE DU LAC

Monsieur,

Le Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, modifie le code de l'urbanisme par l'insertion, en particulier, des articles R.431-16 et R.462-4 qui imposent au Maître de l'ouvrage, la production de deux attestations établies par le contrôleur technique.

L'une est à joindre à la demande de permis de construire, l'autre à la déclaration d'achèvement.

Ces deux attestations ne sont exigibles que lorsque le contrôle technique est obligatoire, c'est-à-dire les opérations de construction répondant aux critères de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.

Il s'agit des opérations répondant à un des critères suivants :

1. d'établissements recevant du public, au sens de l'article R. 123-2, « classés dans les 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories » visées à l'article R. 123-19 ;
2. d'immeuble dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 28 mètres par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable par les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie ;
3. de bâtiments, autres qu'à usage industriel :
 - comportant des éléments en porte-à-faux de portée supérieure à 20 mètres ou des poutres ou arcs de portée supérieure à 40 mètres ; ou
 - comportant, par rapport au sol naturel, des parties enterrées de profondeur supérieure à 15 mètres, ou des fondations de profondeur supérieure à 30 mètres ; ou
 - nécessitant des reprises en sous-œuvre ou des travaux de soutènement d'ouvrages voisins, sur une hauteur supérieure à 5 mètres.

« Lorsqu'ils sont situés (décret du 22 octobre 2010) dans les zones de sismicité 4 ou 5 délimitées conformément à l'article R563-4 du Code de l'environnement », des immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres par rapport au niveau du sol ;



4. « Lorsqu'ils sont situés (décret du 22 octobre 2010) dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 délimitées conformément à l'article R563-4 du Code de l'environnement », des bâtiments appartenant (décret du 22 octobre 2010) aux catégories d'importance III et IV au sens dudit décret et des établissements de santé, lorsqu'ils n'y sont pas déjà soumis au titre d'une autre disposition du présent article. »

Il s'avère que votre opération n'entre pas dans l'un des critères précités.

Par conséquent, la fourniture des attestations établies par le contrôleur technique prévue par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 n'est pas requise.

Le Chargé d'affaires,

Nicolas PERRIN

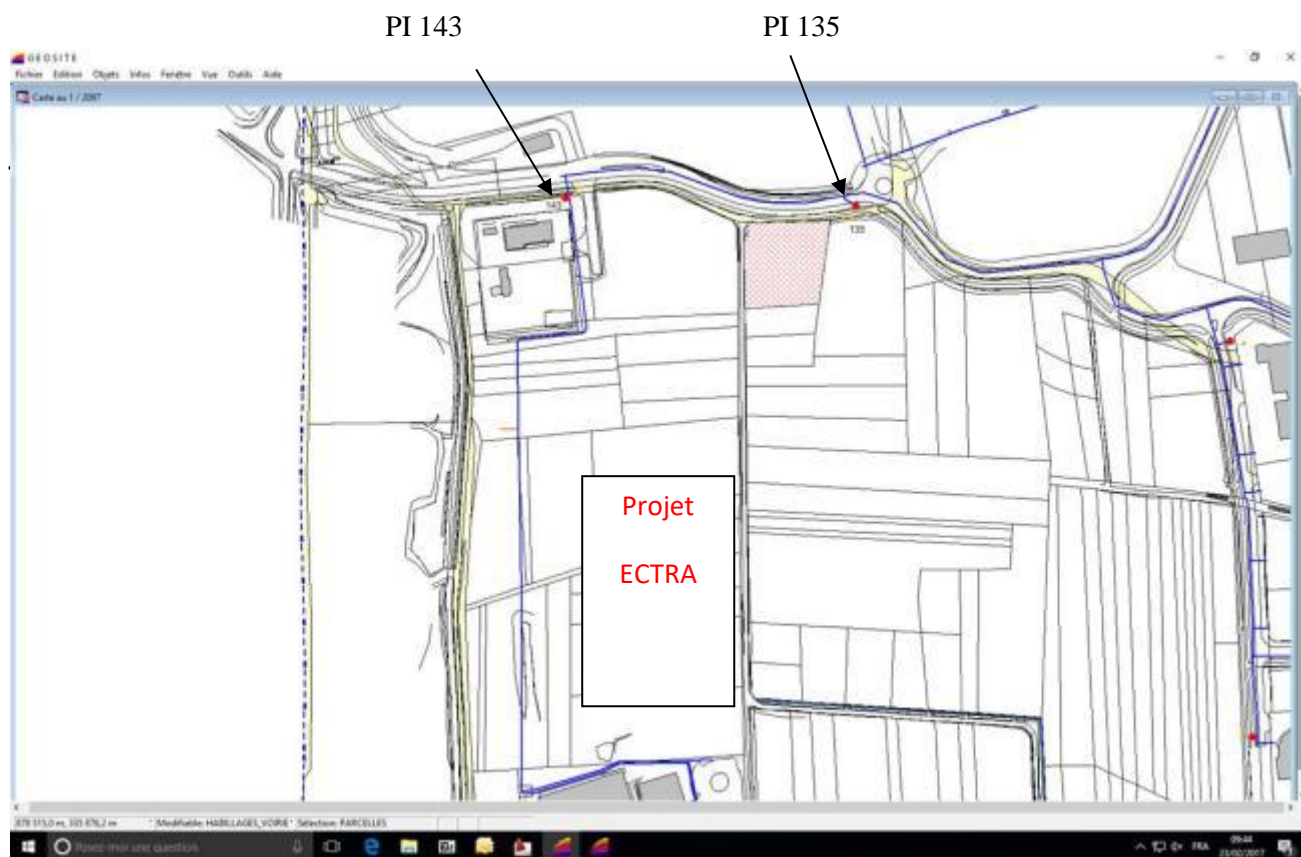


Note 3 : Caractéristique des débits des poteaux incendie du réseau AEP / Incendie

Il existe deux poteaux incendie avenue de l'Europe le n°135 et le n°143 localiser sur le plan à la suite du tableau. Les débits des 2 hydrants identifiés ont été transmis par la ville de Crolles.

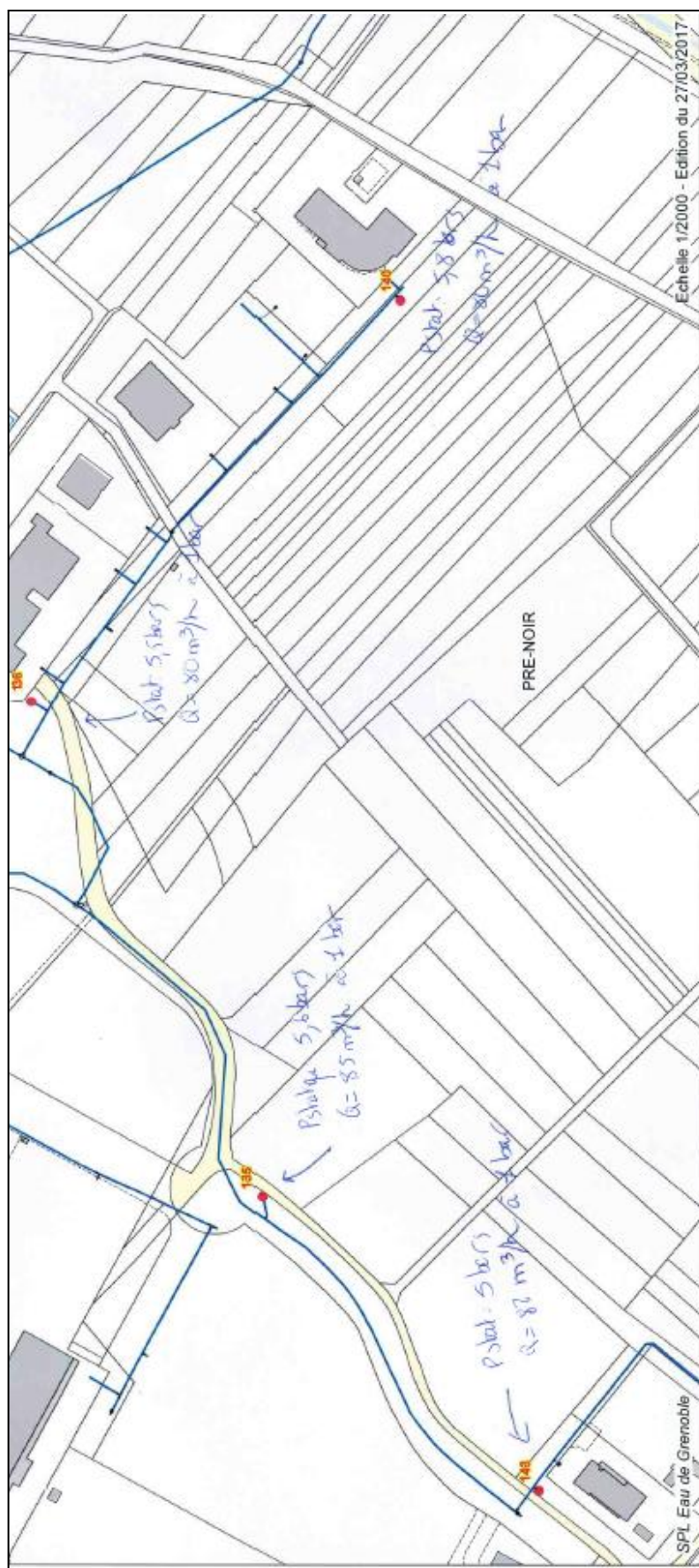
Code SDIS	N° de PEI	Numéro et nom de la voie	Type	Identification PEI	Date du contrôle	Gestionnaire et/ou vérificateur	Pression statique en bar	Débit à Pdyn 1 bar en m³/h
34179	0135	rue de l'Europe	Public	100 mm	07/2016	CRET	05,80	85,00
34188	0143	rue de l'Europe - Entrée livraisons ST/Micro	Public	100 mm	07/2016	CRET	05,60	88,00

Les débits attendus sur la canalisation d'alimentation en eau du réseau public sont donnés par les services techniques Eaux de Grenoble à 90 m³/h. Cette valeur de 90 m³/h est prise en compte dans le calcul des besoins en eau d'extinction incendie pour le site. Le réseau est alimenté par le réservoir amont (Charbonnières) d'une capacité de 3 000 m³ ce qui permet de couvrir largement les besoins.



Nota : dans le cadre de l'aménagement routier de la rue Berrehail projeté par la collectivité locale, il est projeté la mise en place d'un poteau incendie complémentaire. Il n'y a pas de donnée disponible pour le moment concernant son emplacement et ses caractéristiques.

Extrait de plan transmis par le SPL Eau de Grenoble



Note 4 : Fiche de calcul des besoins en eau d'extinction et en rétention

FICHE DE CALCUL DES BESOINS EN EAU D'EXTINCTION ET VOLUME DE RETENTION SELON D9 ET D9A

SITE : ECTRA Crolles

CALCUL BESOIN EN DEBIT EAUX INCENDIE SELON IT D9

(remplir uniquement les cases en bleu)

Critère	Coef additionnel	Valeurs retenues dans le calcul selon les locaux recoupés			
		Celluel A	Cellule P5	LOCAL 3	LOCAL 4
Hauteur stockage inf à 3 m entre 3 et 8 m entre 8 et 12 m sup 12 m	0	0			
	0,1				
	0,2	0,2	0,2		
	0,5				
Type construction ossature stable au feu > 1h ossature stable au feu > 30 mn ossature stable au feu< 30 mn	-0,1	-0,1	-0,1		
	0	0			
	0,1	0			
Type Intervention Interne accueil 24/24h DAI généralisée avec report 24/24h + consignes servie sécu incendie sur site 24/24h	-0,1				
	-0,1	-0,1	-0,1		
	-0,3				
Somme coef Total coef = 1 + somme coef		0 1	0 1	0 1	0 1
Surface de référence en m²		4705	630		
Q = Total coef x 30 x S / 500		282,3	37,8	0	0
Catégorie risque					
Risque 1 : Q1 = Q, coef =1	0	0	0	0	0
Risque 2: Q2 = 1,5 Q, coef=1,5	1,5	423,45	56,7	0	0
Risque 3 Q3 = 2 Q, coef 2	0	0	0	0	0
Débit requis en m3/h		423,45	56,7	0	0
Si sprinkler Qsprin = Qv/2	0,5	211,725	28,35	0	0

Sprinklage : oui=1 ; non=0

1

Valeur calculée pour le site	211,725	m3/h
Valeur à retenir pour le site	210	m3/h

VOLUME DE RETENTION A PREVOIR selon D9A

Paramètre à prendre en compte	Valeur	Volume extinction
Volume d'eau pour la défense incendie pendant 2h <i>valeur déterminée par D9</i>	210	420
Volume lié au sprinklage (réserve principale ou besoin x la durée)		470
Volume lié au Rideau d'eau		0
Voume lié au RIA (négligeable)		0
Volume eau lié à l'usage de mousse HF ou MF (débit sur 15 à 25 mn de fctionnement)		0
Autres systèmes d'extinction à l'eau		
Volume d'eau liées au intempéries = 10l/m² de surface drainée <i>surface batiée concernée en m²</i> <i>surfaces extérieures drainées en m²</i>	7665 6850	76,65 68,5
Présence de stock de liquides 20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume <i>plus grand volume</i>	600	120

TOTAL BESOIN RETENTION

1155 m3

Note 5 : Consigne générale d'exploitation et de sécurité



Consignes de sécurité

Doc DS N°5
27/03/2017

I. Consignes générales

A. Hygiène et sécurité

- Toute personne circulant à pied est tenue d'emprunter les passages prévus à cet effet.
- Chaque personne extérieure à la société est responsable de sa sécurité personnelle et doit, par son comportement, préserver celle des autres.
- L'introduction et la consommation dans les locaux de boissons alcoolisées sont strictement interdites dans l'entreprise.
- Il est interdit à tout membre du personnel, et de manière générale à toute personne, de pénétrer ou de séjourner en état d'ivresse dans l'entreprise.
- La direction se réserve le droit d'interdire l'accès à l'entreprise, ou de faire quitter celle-ci, à toute personne présentant un trouble manifeste du comportement, susceptible de compromettre sa sécurité personnelle, comme celle des salariés de l'entreprise.
- Pour des raisons légales et pour des raisons de sécurité liées à la composition des produits manipulés, il est interdit de fumer, hors des zones autorisées, dans les locaux de l'entreprise.
- Il est interdit d'utiliser un appareil de communication non Atex dans les zones de stockage et d'approcher tout appareil pouvant provoquer un feu nu.





Consignes de sécurité

B. Prévention et sécurité

- L'entrée et la sortie de l'établissement doivent se faire suivant le plan fourni.
- Il est obligatoire de se conformer aux formalités de contrôle des entrées et sorties.
- Le port des chaussures de sécurité est obligatoire pour tous les personnels.
- Le port du gilet jaune réfléchissant est obligatoire pour les visiteurs et les chauffeurs.
- L'enlèvement ou la neutralisation de tout dispositif de protection d'équipement constitue une faute particulièrement grave et engagera la responsabilité civile de son auteur.
- Le code de la route doit être respecté.
- La conduite des chariots automoteurs à conducteur porté est strictement réservée au personnel ECTRA.
- Les personnels des entreprises de transport doivent rester dans leur véhicule, seuls les déplacements nécessaires à l'exécution de leurs tâches sont autorisés (remise des documents, accès sanitaire, etc...).
- Dans l'enceinte de l'entreprise, la vitesse de circulation de tous les véhicules des entreprises extérieures est limitée à 10 kilomètres/heure.
- Dans le cadre des activités Porter la totalité des Équipements de Protection Individuel nécessaire.

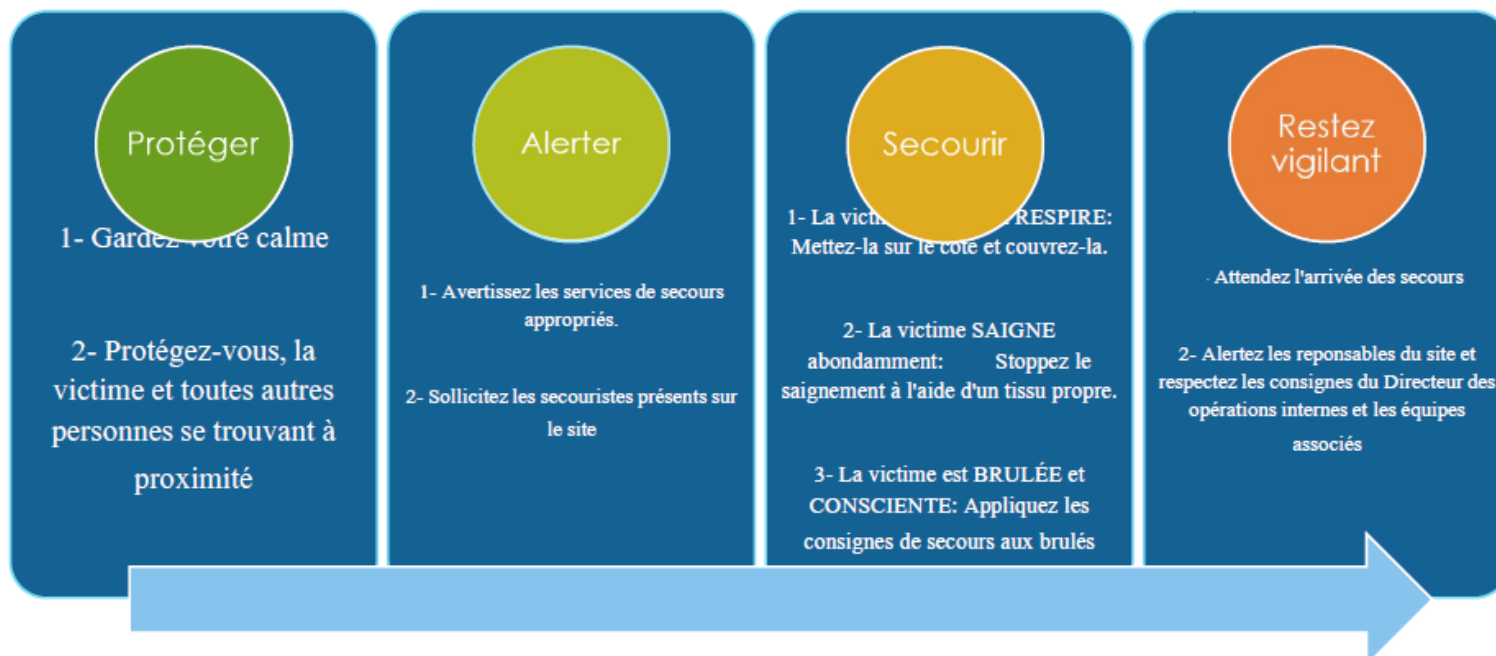


C. Obligation de discrétion

- Les personnes pénétrant dans l'entreprise sont tenues de garder une discrétion absolue sur toutes les informations dont elles ont eu connaissance au cours de leurs fonctions ou de leur travail, que ce soit, sur les procédés de fabrication, le matériel utilisé, les renseignements concernant les fournisseurs et les clients, etc...
- Tout manquement à cette consigne constitue une faute passible de poursuites judiciaires.

Consignes de sécurité

II. En cas d'accident : Si vous êtes témoin d'un incident ou d'un accident, vous devez respecter les étapes suivantes :



Consignes de sécurité

Attention : Ne pas obstruer les sorties de secours, portes coupe-feu, accès au coup de points d'arrêt d'urgence, matériel de sécurité (extincteurs, kit anti-pollution, Robinet d'Incendie Armée, défibrillateur, Poteaux Incendie, kit antipollution, Appareil Respiratoire Isolant en Circuit Ouvert, armoire sécurité, etc...).



**PORTE D'INCENDIE
NE PAS
OBSTRUER**

**FIRE DOOR
DO NOT BLOCK**

DO NOT BLOCK





Consignes de sécurité

II. Mise en sécurité de l'installation

A. Toute réalisation de travaux est soumise à obligation d'autorisation écrite par l'entreprise utilisatrice et/ou rédaction systématique d'un plan de prévention et permis de feu obligatoire

En complément :

- Vérifications générales périodiques réglementaires du matériel et installation et vérification avant utilisation du parfait état de l'outillage et des matériels utilisés.
- Balisage et nettoyage de la zone de travail et aspiration des poussières.
- Pose des objets chauffés sur des supports ne craignant pas la chaleur.
- Présence d'une personne désignée pour la sécurité et la surveillance de l'intervention et chargée d'intervenir ultérieurement si nécessaire.
- La conduite de chariots automoteurs à conducteur porté est strictement réservée au personnel autorisé, y compris pour les sociétés externes, et plus généralement pour l'utilisation de tout matériel de manutention et/ou motorisé.



Consignes de sécurité

B. Respecter et/ou mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation

Toujours prendre le soin de repérer les installations de sécurité.



- Coupure générale de l'électricité en cas d'épandage de liquide et/ou d'accident sans départ incendie.
- Déclenchement de l'évacuation générale du bâtiment en cas de constat d'émission de fumées.
- Mise en œuvre des extincteurs en cas de constat de départ de feu.
- Mise en œuvre de l'extinction automatique en cas de constat de feu.
- Dans tous les cas alerte du responsable d'entrepôt.



C. Mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses

- Stopper la fuite.
- Boucher / fermer réseau d'eau et rétentions.
- Alerter le responsable de l'entrepôt.
- Contenir/confiner les liquides.
- Récupérer les liquides.
- Absorber et détruire les déchets dans une filière appropriée et agréée (voir fiches réflexes associés).



ISOLER LE RESEAU DE COLLECTE DE TOUTE CONTAMINATION





Consignes de sécurité

D. les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie

- Départ d'incendie : utilisation des extincteurs à proximité.
- Incendie avéré : déclenchement des systèmes de sécurité séparé par zones.



E. Séparer systématiquement les produits incompatibles (voir tableau d'incompatibilité et règles de stockage disponibles sur la Fiche de données de sécurité.

F. Les bons gestes pour l'environnement :

- trier les déchets.
- mettre hors tension tout appareil électrique non utilisé.
- Isoler le réseau de collecte de toute contamination et ou ne rien rejeter dans les réseaux d'eau.

